

## SERVICE PUBLIC

# Les élus disent non à la réduction des horaires des bureaux de Poste

Dans le cadre de la réorganisation de la présence postale envisagée dans le Val-de-Marne, la direction générale du groupe La Poste a récemment informé la Ville de Maisons-Alfort de son intention de réorganiser les horaires des cinq bureaux de Poste présents dans notre commune à compter du 6 décembre prochain. Comme on le constate dans tout le département, la réorganisation de la présence postale est en effet synonyme de réduction du service. Une décision inacceptable pour le maire, Marie France Parrain,

notre député Michel Herbillon et le président du département et 1<sup>er</sup> maire-adjoint, Olivier Capitanio, qui ont aussitôt signifié leur opposition à ce projet qui va à l'encontre des habitants et de leurs intérêts à la direction de La Poste. Aux côtés des syndicats de postiers et d'élus de différentes sensibilités politiques, ils ont ainsi participé au rassemblement organisé le 9 octobre dernier devant la Poste des Planètes, afin que ce projet soit reconsidéré en concertation avec les élus. Face à la mobilisation déjà engagée dès ce printemps par les syndicats et de nombreux usagers maisonnaï, qui ont notamment signé massivement des pétitions, la direction de La Poste est déjà revenue sur ses intentions concernant le bureau du Vert de Maisons.



Nos élus mobilisés devant le bureau de Poste des Planètes aux côtés des syndicats.

## La défense du service public de proximité, une priorité de longue date

De longue date, la Ville a toujours exprimé son opposition à des projets qui mettent en péril la qualité des services publics de proximité dans notre commune, à l'image du service postal, car ils sont essentiels pour les habitants qui les utilisent au quotidien. Pour rappel, face au projet de fermeture du bureau de poste du Vert de Maisons annoncé en 2019, les arguments avancés contre cette décision par le maire de Maisons-Alfort et notre député ainsi que la mobilisation des syndicats, des associations du quartier, des collectifs de locataires et par de très nombreux Maisonnaï ont finalement été entendus par le groupe La Poste qui avait renoncé à son projet.